

DEPOT AU GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE DE CRETEIL
LE 18 JAN. 2007
SOUS LE N°...248.....

STATUTS

SOCIETE 3J CONSULTANTS

**89, allée de Peupliers
94520 PERIGNY SUR YERRES**

STATUTS

Les soussignés,

- Madame JAULT Marie-Christine née VIENNE, mariée sous le régime de la communauté légale de biens avec monsieur JAULT Jean-Jacques, née le 24 octobre 1959 à SURESNES (92), de nationalité française, demeurant 89 ,allée des Peupliers 94520 PERIGNY SUR YERRES.
- Monsieur JAULT Jean-Jacques, marié sous le régime de la communauté légale de biens avec madame VIENNE Marie-Christine, né le 11 août 1957 à LUZY (58) de nationalité française, demeurant 89, allée des Peupliers 94520 PERIGNY SUR YERRES .

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

JJ
MCT

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L 223-1 et suivants du Code de Commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

Interventions à titre de Consultants et Formateurs dans les Entreprises dans les domaines financier, administratif, fiscal, social, informatique pour :

Conseils / Formation / Réalisations :

- Assistance à la gestion
- Faire évoluer l'entreprise vers les nouvelles normes IFRS
- Organiser la mise en place du contrôle de gestion
- Former à la comptabilité générale, analytique et auxiliaire
- Organiser le recouvrement client
- Organiser la gestion de la trésorerie
- Mettre en place les systèmes de paie et former les utilisateurs
- Réaliser le cahier des charges des systèmes d'informations
- Réaliser divers travaux administratifs (secrétariat,...)
- Réaliser toutes tâches inhérentes aux domaines précités

Optimisation des charges fiscales et sociales :

- Recherche des financements aux entreprises :
 - Crédits d'Impôts
 - Subventions (investissements, export, innovations,...)
 - Réductions de charges sociales

Achats / Prise de Participation de Sociétés :

- Acquisition / prise de participation de sociétés
- Favoriser le rapprochement d'entreprises
- Réalisations de « Business Plan »
- Soutien aux entreprises en période de difficultés

Formation dans les Ecoles :

- Enseignement financier au sens large dans les écoles et/ou Particuliers

Développement et commercialisation de logiciels de paie et de gestion (comptabilité,..)

ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale :

3J CONSULTANTS

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

**89, allée des Peupliers
94520 PERIGNY SUR YERRES**

Il pourra être transféré en tout lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance ratifiée ultérieurement par les associés en assemblée générale extraordinaire, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

ARTICLE 5 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 01 janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice sera clôturé le **31 décembre 2007**.

ARTICLE 6 – DUREE

La durée de la société est fixée à **99 ans** à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 7 – APPORTS

Les associés apportent à la société la somme de : **3 000 euros, soit Trois Mille Euros**.

Madame Marie-Christine JAULT apporte la somme de 750 euros

Monsieur Jean-Jacques JAULT apporte la somme de 2 250 euros.

Elle est entièrement libérée, soit 3 000 euros,

elle a été déposée au crédit du compte n° 62218253330

ouvert au nom de la société en formation auprès du CREDIT AGRICOLE

8, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny

71400 AUTUN

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Cet apport forme le Capital Social : Trois Mille Euros (3 000 euros)

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de Trois Mille Euros (3 000 euros)

Il est divisé en 300 parts de 10 euros chacune, entièrement libérées souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux comme ci-dessous :

à Madame Marie-Christine JAULT : 75 parts

à Monsieur Jean-Jacques JAULT : 225 parts

Total des parts formant le capital social : 300 parts

Les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée.

ARTICLE 9 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 10 – FORME DES CESSIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de commerce

ARTICLE 11 – AGREMENT DES TIERS

Les parts sociales sont librement cessibles entre :

- Conjoint et Descendants

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 – DECES D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

ARTICLE 13 – REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

ARTICLE 14 – GERANCE

Les gérants sont nommés par décision d'un ou des associés représentant plus de la moitié des parts sociales ; cette majorité est irréductible et, si elle n'est pas obtenue, une seconde consultation ne pourra avoir lieu.

Le premier gérant de la société est : Madame Marie-Christine JAULT, née le 24 octobre 1959 à SURESNES (92) de nationalité française demeurant 89, allée des Peupliers 94520 PERIGNY SUR YERRES.

Il est nommé pour une durée indéterminée.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, le gérant recevra une rémunération dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés. Cette décision tiendra compte également du temps consacré par le gérant à l'exercice de sa fonction et de ses missions.

ARTICLE 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Le gérant est responsable individuellement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

ARTICLE 16 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société atteint deux des trois seuils définis par l'article 12 du décret n° 67-236 modifié du 23 mars 1967, les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

ARTICLE 17 – CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit au gérant ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises :

- soit par consultation écrite des associés,
- soit en Assemblée,
- soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée des associés afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIÉS AUX DÉCISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 23 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 24 - DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins :

- sur première convocation, le quart des parts,
- sur seconde convocation, le cinquième de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure ne pouvant excéder deux mois à compter de la date initialement prévue.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Le changement de nationalité de la société ne peut être décidé qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 25 - CONSULTATIONS ÉCRITES - DÉCISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RÉSULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

À défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

ARTICLE 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée générale ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 32 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à PERIGNY SUR YERRES

Le 28 décembre 2006

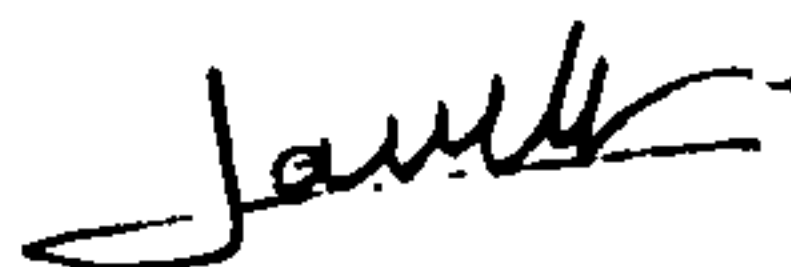
En quatre exemplaires originaux

Nombre d'annexes : une

Les co-fondateurs :



Marie-Christine JAULT



Jean-Jacques JAULT

ANNEXE

ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

Dénomination sociale : 3J CONSULTANTS

Forme juridique : S.A.R.L

Capital social : 3 000 euros

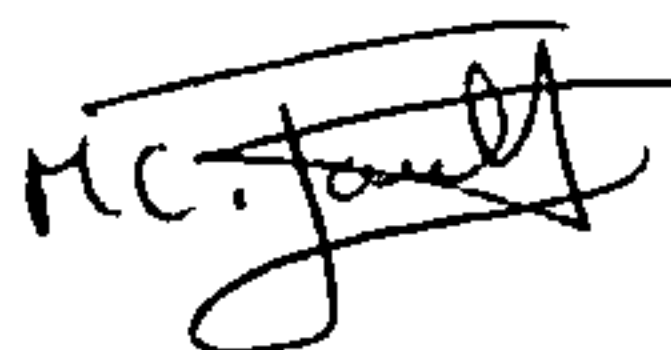
Siège de la société : 89, allée des Peupliers 94520 PERIGNY SUR YERRES

Madame Marie-Christine JAULT, demeurant 89, allée des Peupliers
94520 PERIGNY SUR YERRES agissant en qualité de cofondateur de la société, déclare
avoir pris personnellement, en vue de la création de ladite société, les engagements suivants :

- Ouverture d'un compte bancaire à l'agence du CREDIT AGRICOLE AUTUN (S&L)
pour dépôt des fonds constituant le capital social.
- Etablissement d'une convention gracieuse de mise à disposition d'une partie de
l'habitation principale des cofondateurs pour :
 - o la domiciliation du siège de la Société
 - o l'exercice de ses activités

En application de l'article L. 210-6 du Code du commerce, le présent état reprenant
l'énumération intégrale des engagements pris par Madame Marie-Christine JAULT pour le
compte de la société en formation, a été communiqué aux associés préalablement à la
signature des statuts.

Fait à PERIGNY SUR YERRES, le 26 décembre 2006



**ATTESTATION de DEPOT pour CONSTITUTION
de CAPITAL SOCIAL de SARL**

Nous soussignés,

Agissant pour le compte de la **Caisse régionale de Crédit agricole mutuel Centre-est** - Société coopérative à capital et personnel variables, agréée en tant qu'établissement de crédit – Siège social 1, rue Pierre de Truchis de Lays 69410 Champagne au Mont d'Or – 399 973 825 RCS LYON - Code APE 651D - Société de courtage d'assurance.

Agence de AUTUN

attestons qu'il a été déposé le 30 Décembre 2006, par :

Jault Jean Jacques

Jault Marie Christine

fondateurs – (conformément à la réglementation en vigueur) – au compte spécial bloqué N° 62218253330

ouvert au nom de la société en formation

dénommée : 3J CONSULTANTS

au capital de : 3 000,00 EUR

dont le siège social sera situé à :

89 ALLEE DES PEUPLIERS 94520 PERRIGNY SUR YERRES

la somme (en chiffres et en lettres) de :

TROIS MILLE EUROS 3000 EUR

Ce certificat, établi sur présentation des bulletins de souscriptions, est délivré en application des articles L223-7 du Code du commerce.

Le Crédit agricole Centre-est agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé, désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et à leur utilisation après déblocage.

Fait en trois exemplaires pour servir et valoir ce que de droit
à AUTUN le 30 Décembre 2006

Le Directeur d'Agence
représentant le Crédit agricole Centre-est
FRANCOISE BRULEY



**CRÉDIT AGRICOLE
CENTRE-EST**

8, rue de Lattre de Tassigny

71400 AUTUN

 0 810 63 50 03

Fax 03 85 52 20 37

www.ca-centrest.fr